

PUBLIFIN

Plus d'« expertise » au CA de Nethys

L'AG de Nethys doit renouveler aujourd'hui le conseil d'administration du groupe. Arrivent des « experts », désignés par les partis. Sauf Écolo.

● **Jean-Christophe HERMINAIRE**

On entre cette fois dans le vif du sujet. Moment très attendu par ceux dont les oreilles se sont bercées des recommandations de la Commission d'enquête Publifin. Son rapport final est tombé il y a plus de trois mois, déjà. L'assemblée générale de Nethys va renouveler, ce mercredi, son conseil d'administration. Un pas essentiel du changement.

Exit donc les mandataires trop mouillés dans les dérives qui ont conduit à l'affaire Publifin, André Gilles en tête. Place à des « experts » plus compétents pour donner le cap souhaité à l'entreprise. Mais toujours désignés... par le pototo politique liégeois. Sur ce plan, rien ne change vraiment.

1. Qui décide ? Le conseil d'administration de Nethys a été amené à convoquer une assemblée générale. Avec deux points à l'ordre du jour : la révocation des anciens administrateurs et la nomination des

nouveaux. Cette AG représente les actionnaires de Nethys, essentiellement Finanpart, la société financière qui faisait écran entre l'intercommunale Publifin et la SA Nethys. Dans l'épisode précédent, fin août, Finanpart a vu son conseil d'administration modifié, reprenant quasi intégralement (à l'exception de l'élu du Parti populaire) les membres du CA rénové de Publifin. Finanpart détient quasiment 100 % de Nethys, et son représentant Paul-Émile Mottard, président du CA, aura tout à dire face au représentant de la société WBCC (qui détient 1 part dans Nethys). Ce n'est pourtant pas le député provincial qui a pris les décisions. Le cadre de travail des nouveaux administrateurs devait être dressé par les instances des quatre principaux partis politiques : PS, MR, cdH et Écolo. Qui, hier encore, éprouvaient de grandes peines à se mettre d'accord.

2. Qui part ? Exit André Gilles, l'homme qui a incarné les travers de l'intercommunale Publifin et qui siégeait encore chez Nethys. Avec lui, s'en vont les socialistes Josette Michaux, Denise Laurent et Pierre Stassart mais aussi le libéral Pol Guillaume. Tous les mandataires locaux, en réalité, doivent faire un trait sur ce mandat bien rémunéré. Là, le signal est fort : c'est une mise à l'écart des élus. Pol Heyse et Diego Aquilina, membres du management de Nethys

sont également évincés. Seul Stéphane Moreau, CEO de Nethys et aussi administrateur délégué par contrat, continue à siéger.

3. Qui reste ? Outre Stéphane Moreau, représentant légal de la direction, trois administrateurs « indépendants » de l'ancien conseil d'administration devraient, semble-t-il, rester en place : deux ex-dirigeants de Cockerill-Sambre, Pierre Meyers (qui présidait le CA) et Philippe Delaunois, ainsi que François Fournier, le patron de Mithra. Ils avaient déjà été nommés chez Nethys pour apporter leur expertise professionnelle.

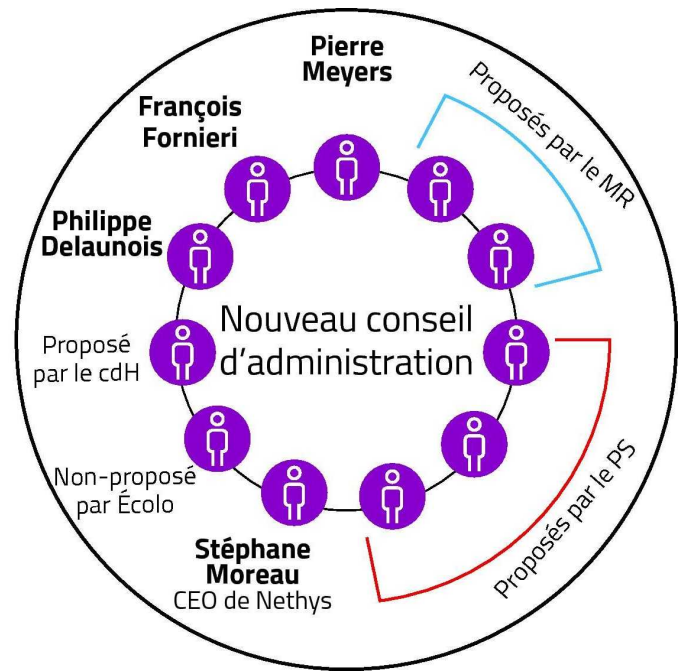
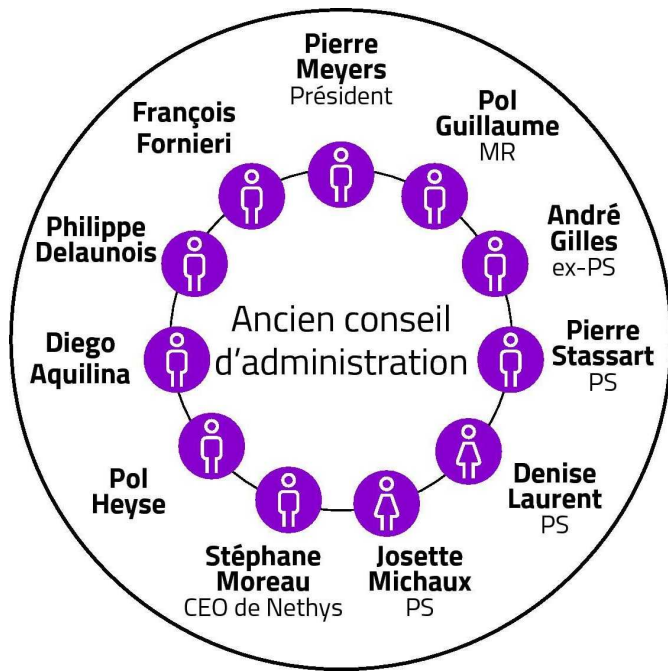
4. Qui arrive ? Les sept nouvelles têtes du conseil d'administration sont eux aussi des « experts », professionnels qui connaissent les rouages du monde de l'entreprise. Mais ils sont désignés par les partis politiques, dont ils seront les représentants : 3 devaient être proposés par le PS, 2 par le MR, 1 par le cdH et 1 par Écolo, qui n'était jusqu'ici pas représenté chez Nethys. Et qui ne le sera pas (voir ci-contre) vu que ses exigences pour monter sur le pont du navire n'ont pas été rencontrées. Parmi les noms qui filaient déjà hier : l'économiste Marc Tinant serait proposé par le cdH, tandis que les libéraux amenaient Olivier Servais, un administrateur de société, et Bernard Jurion, professeur d'économie mais aussi échevin MR à Spa. ■

Ce sera sans administrateur écolo

« Ce sera sans nous », affirmait Muriel Gerkens, la députée écolo, à l'issue de la concertation qui, hier soir, et à distance pour certains, réunissait Jean-Claude Marcourt (PS), Daniel Bacquelaine (MR) et Alda Greoli (cdH), afin de finaliser la mise en place du nouveau conseil d'administration de Nethys. Écolo

avait formulé de solides exigences, craignant de ne jamais voir appliquées les recommandations, pourtant unanimes, de la Commission d'enquête parlementaire sur Publifin. Dont « le renouvellement complet » du conseil d'administration (donc aussi des trois indépendants) et la

mise à l'écart de Stéphane Moreau. « S'il y avait eu un engagement politique, déjà, sur ces points, nous aurions accepté. Ce doit être un projet collectif », regrettait-elle. Mais Écolo n'a pas été suivi par les autres partis. Et en a tiré la leçon. Sa « chaise vide » bouscule l'équilibre imaginé pour ce CA de Nethys (voir infographie). **J.-C.H.**



Publifin : « Des relations inexistantes »

La CGSP s'impatiente face à l'inertie qu'elle observe à la tête de Publifin. Et surtout, elle aimerait pouvoir entrer en négociations.

● **Benjamin HERMANN**

Nethys a beau faire évoluer son casting, l'intercommunale qui la chapeaute, à savoir Publifin, n'a guère répondu aux attentes de changement. C'est du moins ce que dénonce la CGSP-Admi, par la voix de sa déléguée principale Christine Planus.

La commission d'enquête parlementaire a émis une série de recommandations en remettant ses conclusions, début juillet. « Sur les 31 recommandations, seule une a été suivie à ce jour : la reprise en main de Finanpart », filiale financière du groupe, observe Christine Planus.

« Le conseil d'administration (CA) de Publifin a promis un plan stratégique pour la fin de l'année. On va donc

avoir un nouveau CA chez Nethys, avant de connaître l'avenir de l'intercommunale. » Il s'agirait dès lors d'une forme de court-circuitage de l'intercommunale par sa filiale privée, qui n'attend pas les lignes directrices de sa maison mère pour évoluer.

Une série d'autres questionnements taraudent la CGSP. Qu'en est-il du sort réservé aux personnes à l'origine de « l'affaire » ? Quid de l'avenir d'Ogeo Fund, le fonds de pension de l'intercommunale ? Comment vont évoluer les services publics qui forment son cœur de métier originel ?

Avant toute chose, c'est l'absence de négociations avec le CA de Publifin qui turlupine le syndicat socialiste. « Je ne peux pas dire que les relations avec le CA sont tendues ou amicales, puisqu'elles sont inexistantes », dénonce Christine Planus.

La CGSP souhaite en particulier que les négociations progressent quant au cahier de revendications remis à la direction en janvier dernier. Ce document demande une augmentation barémique de 2 % pour les travailleurs, la restauration de certaines primes et d'une

assurance hospitalisation pour les pensionnés, la nomination de 210 agents contractuels. « Il faut savoir que l'augmentation barémique des 989 agents coûterait 1 488 000 euros à l'intercommunale. » Le seul salaire annuel brut du patron de Nethys Stéphane Moreau, selon Christine Planus, s'élève à 750 000 euros.

« **Saint Nicolas sera passé** »

« Nous aimerions simplement négocier dans un cadre formel et non de façon informelle. Le conseil d'administration nous promet un protocole d'accord pour la mi-décembre. Saint Nicolas sera déjà passé et moi, je ne crois pas au père Noël. Nous le soupçonnons de jouer la montre avant les discussions sur le plan stratégique en fin d'année. »

Face à la transparence promise, le CGSP regrette de ne pas avoir voix au chapitre. Alors que le CEO et la directrice de Nethys – Stéphane Moreau et Bénédicte Bayer – sont régulièrement invités au CA de Publifin, le syndicat aimerait aussi pouvoir y assister, avec mandat gratuit et simplement consultatif. Il souhaiterait aussi voir les revendications de ses affiliés prises en considération. ■